

Le traumatisme de la défaite de juin 1940

Perceptions et réactions de l'opinion azurée de l'été à l'automne 1940

Jean-Louis Panicacci



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/2933>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2007

Pagination : 275-303

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Jean-Louis Panicacci, « Le traumatisme de la défaite de juin 1940 », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 74 | 2007, mis en ligne le 14 novembre 2007, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/2933>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Le traumatisme de la défaite de juin 1940

Perceptions et réactions de l'opinion azurée de l'été à l'automne 1940

Jean-Louis Panicacci

- 1 Malgré la victoire défensive remportée sur l'Italie fasciste, du 10 au 25 juin, par le XV^e Corps d'Armée sur le front des Alpes -qui satisfait l'amour-propre des Maralpains et suscita une indéniable ferveur patriotique-, l'opinion azurée fut fortement impressionnée par la rapidité de la défaite subie sur le front du Nord-Est, qui provoqua des pertes humaines conséquentes, ainsi que la chute du régime de la III^e République à Vichy, le 10 juillet, à laquelle concoururent quatre des cinq parlementaires présents¹.
- 2 La défaite de la France, souvent assimilée à celle du régime républicain, permit aux nostalgiques de l'Ancien régime comme aux partisans de l'Ordre nouveau d'occuper plus facilement le terrain médiatique, de dénoncer le relâchement des années trente, de fustiger les hommes politiques alors au pouvoir, d'exiger un redressement national et spirituel, voire le jugement des « coupables » et l'alignement sur les régimes totalitaires. Mais l'ampleur du traumatisme subi ne limita pas aux seuls « réactionnaires » et « fascistes » les réactions de l'opinion.
- 3 Des tendances apparues à la fin de la III^e République dans certains journaux, telles que l'antisémitisme et la xénophobie (*Le Progrès provençal*), voire l'estime portée à l'Italie fasciste (*Le Progrès d'Antibes*, *L'Eclair de Nice*), purent désormais se donner libre cours, la « diabolisation » des adversaires étant d'autant plus facile que le décret-loi Marchandreau (punissant les propos incitant à la haine raciale) avait été aboli et que plusieurs des hommes politiques incriminés étaient morts (Roger Salengro, Léo Lagrange), en fuite (Maurice Thorez, Pierre Cot, Edouard Jonas), emprisonnés (Léon Blum, Edouard Daladier, Georges Mandel, Paul Reynaud, Jean Zay) ou placés en résidence surveillée (Vincent Auriol, Marx Dormoy, Léon Jouhaux).
- 4 L'objectif de cette contribution est de montrer quel fut l'impact de la défaite sur l'opinion d'un département plutôt modéré² et frontalier qui n'avait, certes, pas subi les affres des combats, hormis dans le Mentonnais, mais qui comptait deux communes occupées (voire

annexées de fait par l'ennemi) et se trouvait désormais, en application de la convention d'armistice de Villa Incisa, démilitarisé, c'est-à-dire à la merci d'une invasion italienne, d'une « Marche sur Nice » conçue et mise au point, sinon par le gouvernement fasciste, du moins par la mouvance irrédentiste du PNF.

- 5 S'il est plutôt facile de repérer les réactions des Azuréens (manifestations sur la voie publique, retraits de fonds, inscriptions et papillons, naissance de la Légion française des combattants), il est beaucoup plus délicat d'appréhender la perception « à chaud » de la défaite par l'opinion, puisque nous ne disposons pas, jusqu'en 1941, des précieuses interceptions téléphoniques et postales, si bien que nous devons nous limiter à des rapports du préfet ou des Renseignements généraux (toujours susceptibles de complaisance à l'égard du nouveau régime) et à des articles de presse, qui ne sauraient donner une image complète et objective de l'opinion puisque les journaux sont désormais soumis aux consignes de la Censure et que certains titres sont interdits ou disparaissent du fait de la pénurie de papier, ce qui laisse le champ libre à une expression majoritairement maréchaliste, pétainiste, voire collaborationniste.
- 6 Cette contribution se divisera en cinq parties consacrées à la présentation hagiographique du maréchal Pétain et de son gouvernement, à la diabolisation de la III^e République et des « dissidents », à l'expression de l'antisémitisme et de la xénophobie, aux propositions de remèdes au « désastre », aux réactions des Azuréens face au changement de régime et à la menace d'annexion.

La présentation hagiographique du maréchal Pétain et de son gouvernement

- 7 Les éditoriaux de *L'Eclair de Nice* sont un bon baromètre de l'opinion conservatrice. C'est ainsi que, dès le 20 juin, on pouvait lire :

« Faisons entière confiance aux hommes qui, aux postes de commandement, ont en mains les destinées de la patrie. A leur tête, investi de la confiance unanime de la nation, incarnation de toutes les vertus guerrières et civiques, le maréchal Pétain nous invite au calme, à la fermeté, à l'union. Entendons sa voix. Suivons-le. Il nous donne l'exemple de la foi dans l'avenir de la patrie »
- 8 Le lendemain, l'éditorial intitulé « *Confiance mutuelle* » revint sur la question en présentant la perception de l'allocution du maréchal par un auditeur moyen :

« Quand il a entendu la voix du chef du Gouvernement, voix frémissante d'une émotion contenue, il a été reconnaissant au maréchal Pétain d'avoir voulu, au cours de ces heures tendues, s'adresser à la nation dont le malheur vient de niveler, mais aussi d'unir tous les citoyens. Poignantes paroles, qui ne dissimulaient rien de la douloureuse vérité. Ni la défaite, ni les causes immédiates ou lointaines de la défaite (...) Le maréchal Pétain a apporté au peuple de France un précieux réconfort : celui de la confiance qu'il plaçait en sa dignité, en sa force d'âme, en son patriotisme. Avec le peuple de France aux jours glorieux, le plus illustre et le plus sage des chefs est avec lui et restera avec lui dans le malheur. Il l'aidera fraternellement à se recueillir, à panser ses blessures, à relever ses ruines, à perpétuer l'esprit de la France »
- 9 L'éditorial du 22 juin, intitulé « *Courage, Patience, Confiance !* » incita les Français à s'unir autour « du grand chef qui leur donne le pathétique et grandiose exemple de l'abnégation et du dévouement patriotiques » ; l'éditorial du 29 juin, intitulé « *Le devoir* », loua l'éloquence, la lucidité, la sagesse et le désintéressement du maréchal :

« Le chef lucide et sage, le vainqueur de Verdun, à qui l'aveu de la défaite devait être particulièrement pénible, instruit des faits et des possibilités, rempli de compassion pour la foule immense et misérable des réfugiés, a pris la décision de sauver de la France ce qui pouvait être sauvé. Ainsi accomplit-il le devoir le plus

pénible de sa longue et glorieuse vie, le devoir que lui dictait l'intérêt même de la patrie »

- 10 Le 11 juillet, le directeur politique Léon Garibaldi présenta ainsi le chef du gouvernement : « *Le pays peut avoir confiance dans le glorieux soldat qui vient d'assumer la plus lourde des tâches. Il incarne la France et sa volonté de vivre* » avant de considérer, trois jours plus tard, que le maréchal « *aura SERVI le pays avec autant d'héroïque abnégation aux heures douloureuses de la défaite que dans la gloire de la victoire passée* » ; le 5 octobre, le rédacteur en chef Charles Buchet fit un panégyrique du message publié par le maréchal :

« Dans ce langage sobre, d'une admirable netteté, si élevé de ton, si digne et si simple à la fois, le chef de l'Etat explique aux Français pourquoi le désastre s'est abattu sur le pays. A le lire, à le méditer, les Français se sentiront enfin gouvernés. Un chef parle, qui a des vues sur tous les problèmes : politique extérieure, politique intérieure, sociale, économique. Et ces vues sont fondées sur le plus lumineux bon sens, sur la compréhension exacte des hommes, sur l'intérêt de la nation » *avant d'évoquer la thématique du Sauveur* : « Une nouvelle France sera reconstruite, parce qu'elle aura trouvé, à une heure cruelle, un sauveur, l'un de ses fils, le meilleur, celui qui déjà vingt ans auparavant l'avait glorieusement servie, pour la gouverner suivant les traditions, les sentiments qui ont fait la patrie immortelle »

- 11 Une photo du maréchal légendée « *LE SAUVEUR* » fut d'ailleurs publiée en première page le 28 octobre. Le numéro du 5 novembre publia l'encadré suivant : « *Caractères du génie français. LE CHEF : PÉTAINE* » ; quant au numéro du 21 juillet, il publia en première page un dessin en couleurs intitulé « *Le premier jardinier de France* » représentant le maréchal, coiffé d'un chapeau de jardinier, en train d'arroser des fleurs tricolores (le bleuet, la marguerite, le coquelicot) dans sa propriété de l'Ermitage, à Villeneuve-Loubet.
- 12 La presse périodique n'échappa pas à cette tendance et nous ne citerons que quatre articles de l'hebdomadaire cannois *Le Littoral* du 20 juin (« *Le Noble Appel du Maréchal Pétain au Peuple Français* »), de l'hebdomadaire grassois *Le Progrès provençal* du 29 juin (« *Maréchal notre père* » par Charles Rivet) et du 19 octobre (« *Mon père, le Maréchal* » par Pierre Chanterel) ainsi que de l'hebdomadaire niçois *L'Alerte* du 1^{er} octobre (« *Rassemblement autour du Chef de Verdun* » par Joseph Darnand ; le directeur du *Progrès* Charles Rivet fut particulièrement louangeur, pour ne pas dire servile :

« Chacun des messages de toi, l'incarnation des vertus méconnues de la race, nous est mieux qu'un réconfort. Ils nous montrent ta tête lucide et ton cœur de père, ta droiture de soldat et ta magnifique honnêteté de citoyen. Ils nous montrent ta noble figure auréolée de gloire que, par amour pour nous, tu as tournée vers l'adversaire pour y faire front. Nous les lisons, ces messages, avec une ferveur filiale, car ils disent tout ce qui doit être dit et rien de plus que ce qui doit être dit »

- 13 Quant au président de la Légion, après avoir rappelé que le maréchal était « *le Père des Français* », il souligna : « *C'est dans cet esprit qu'il faut se grouper autour du Chef de Verdun et mettre à son service toutes les énergies, toutes les ardeurs, tous les élans* ».
- 14 L'évêque, Mgr Rémond, déclara durant son homélie prononcée à la cathédrale à l'occasion de la journée de deuil national : « *Nous avons un chef que nous vénérons, groupons nous autour de lui* ».

La diabolisation de la III^e République et des « dissidents »

- 15 Dans *L'Alerte* du 1^{er} octobre, le futur Compagnon de la Libération Pierre Guillain de Bénouville rédigea un article intitulé : « *L'ancien régime s'est déshonoré par ses crimes* » avant de s'en prendre, le 15 octobre, au général de Gaulle et à d'autres militaires dissidents en

titrant ainsi son papier : « *La mort pour les traîtres est un châtement bien faible* ». Dans le même « hebdomadaire de la Révolution nationale », le 1^{er} octobre, Joseph Darnand, après avoir constaté que les partis avaient cessé d'exister, précisa : « *Ils ont disparu dans la tourmente que leurs agitations faisaient prévoir* ».

- 16 L'évêque Mgr Rémond évoqua deux fois en trois jours la question des « dissidents », d'abord dans une lettre adressée à ses diocésains : « *Méfiez-vous des dangereuses exaltations et des gestes de folie* »⁶, puis lors de son homélie prononcée à la cathédrale à l'occasion de la journée de deuil national : « *N'écoutez pas la voix du dehors qui cherche à nous diviser* »⁷.
- 17 L'emprise de la franc-maçonnerie et le relâchement des mœurs, politiques aussi bien que sociales, furent souvent dénoncés, notamment dans la presse confessionnelle. C'est ainsi que *Le Clocher de Saint-Barthélemy* aborda à deux reprises ces thématiques dans son numéro d'octobre :

« La Franc-Maçonnerie, que le gouvernement du maréchal Pétain vient de condamner et de dissoudre, s'était véritablement jeté sur la Troisième République comme la vermine sur le pauvre monde (...) Son principal objectif était de barrer partout la route à la religion mais elle avait fini par s'attaquer aux trois bases essentielles de la nation : le Travail, la Famille, la Patrie (...) Cachant leur jeu sous un verbiage de commande, les francs-maçons n'étaient bons qu'à détruire, comme des termites, les assises de la vieille maison France (...) La Franc-Maçonnerie est enfin condamnée et dissoute. C'est un vrai soulagement pour l'opinion publique qu'enfin soit abattue la grande tyrannie politique et administrative qui présidait au régime pourri basculé dans la défaite militaire »⁸

« La France officielle ne reconnaissait plus la nécessité de la morale : elle laissait se répandre un torrent de débauche, de dévergondage et de licence, une littérature qui la faisait paraître, dans le monde, comme une nation vicieuse, pourrie, uniquement tournée vers la jouissance »⁹.

- 18 De même, le périodique de l'évêché vilipenda à deux reprises, dans son numéro du 20 juillet, l'ancien régime :

« Qu'avons-nous fait depuis la victoire de 1918 ? Nous n'avons rien créé, rien continué, rien fait. Le travail nous était apparu comme une corvée inutile et fastidieuse. De toutes parts, on ne pensait qu'à revendiquer, à s'amuser et à jouir. « Beaucoup gagner et ne rien faire » tel était le mot d'ordre et la ligne de conduite générale »¹⁰

« Nos familles se dépeuplaient d'enfants ! Pendant qu'une certaine catégorie de Français vivait agenouillée devant l'argent, une autre mettait son idéal dans l'extension indéfinie du loisir : l'auto, l'apéritif, le pari mutuel, le livre futile et le journal absurde faisaient toute la joie du Français moyen et le dilettantisme rongeaient l'intelligence des élites. Le sens de la vie dangereuse, cette flamme d'amour qui brûle au cœur du héros et du saint, cette étincelle d'esprit et de volonté qui anime la vie des nations se laissait doucement étouffer sous ses cendres tièdes »¹¹.

- 19 Exploitant la phrase prononcée par le maréchal Pétain sur les « *propos vains et les projets illusoire*s », *L'Eclair de Nice* évoqua indirectement, le 28 juin, le Front populaire en écrivant dans l'éditorial :

« Les maux dont nous souffrons aujourd'hui proviennent en grande partie de tels propos et de tels projets », insistant, deux jours plus tard, sur « l'insouciance des problèmes extérieurs que posait le traité de Versailles aussi bien que par notre folle négligence des valeurs françaises » tout en considérant que « la légendaire clarté de l'esprit français s'est laissée voiler par des nuées de théories impossibles à assimiler par le caractère français ».

- 20 Quant au directeur politique Léon Garibaldi, il intitula son éditorial du 10 juillet « *Chassons les vendeurs du Temple* » :

« La France joue aujourd'hui son destin. Ou bien les politiciens qui l'ont conduite vers l'abîme s'effaceront, pleins de remords, et donneront au maréchal Pétain les pleins pouvoirs qui lui sont nécessaires pour relever le pays. Ou bien les politiciens nous plongeront à nouveau dans l'anarchie démagogique où nous avons vécu depuis 1936 et qui nous a valu la guerre et la défaite »

- 21 Il dénigra, le lendemain, « *cette Constitution qui organisait des élections presque annuelles et provoquait ainsi une agitation électorale et un trouble quasi permanent* », avant d'attaquer clairement et avec mauvaise foi le Front populaire dans l'éditorial du 8 septembre : « *Incapables de refaire une Europe pacifique, aveugles sur les réalités menaçantes du lendemain, ignorants du progrès de l'armement, uniquement préoccupés d'envenimer les luttes de classes, tels furent nos maîtres, proclamés par les élections de 1936. Ils prirent la France riche, heureuse, et on voit ce qu'ils en ont fait. Comment de petits hommes politiques, arrivés par hasard au pouvoir, eussent-ils pu rechercher la solution de raison ?* », reprochant même à Aristide Briand, le 1^{er} octobre, d'avoir été « *un ignorant* ». Le grand quotidien conservateur évoqua ainsi, le 10 septembre, la parution du nouveau journal de Léon Blum :

« Blum, l'infâme Blum, lance un défi au gouvernement, une déclaration de guerre (...) Une telle besogne aujourd'hui s'apparente à la haute trahison. Blum doit être mis hors d'état de nuire. Blum doit être arrêté ».

- 22 A l'issue de l'arrestation de l'ancien chef du gouvernement du Front populaire, *Le Progrès provençal* du 28 septembre titra : « *Enfin !* » et, le même jour, son confrère *L'Opinion du Sud-Est* consacra un article fielleux à « *L'embastillé de Chazeron* » ; l'hebdomadaire cannois consacra un article « *Portrait de quelques déçus* », le 12 octobre, à Henri de Kérillis, Geneviève Tabouis, Emile Buré, Pertinax, Pierre Cot et Edouard Jonas. Ce dernier fut la cible d'un virulent article de Pierre Chanterel dans *Le Progrès provençal* du 27 juillet, intitulé « *Le dépotoir* » :

« Il y en a un qui est parti en Espagne, avec un wagon spécial, pour emporter partie de ses précieuses collections.

Celui-ci, vous le connaissez bien, gens de Grasse. Vous l'aviez élu. Il vous représentait. Il fut l'oracle de beaucoup. Sa manne fut bien accueillie par la plupart. Les trente deniers de Judas.

A cette place, nous n'avions cessé de vous dire que des pantins de son espèce, des Français de hasard comme lui, mèneraient régime et pays à sa perte. Nous étions-nous trompés ?

Il est maintenant quelque part dans les Amériques, avec son antiquaille et ses dollars. Peu lui chaut votre détresse car, en lui, pas une fibre n'est française. Il avait fallu que notre patrie fût devenue un dépotoir pour que ce métèque pût se dire des nôtres, sur le papier. Et vous en fîtes un député ! Etonnez-vous après cela de notre déconfiture. »

- 23 L'hebdomadaire grassois titra, le 3 août, « *Crime et Châtiment* » à propos de la création de la Cour suprême de Justice, avant d'attaquer, le 10 août, Jean Zay, Georges Mandel et Pierre Mendès-France dans « *La galère du Massilia* », puis de consacrer un article, le 2 novembre, à « *L'Épuration* », sous la plume de Henry Golland :

« On nous délivre de la pègre et des métèques qui avaient profité de l'extrême facilité avec laquelle on pouvait s'ingérer dans les affaires de la France pour s'emparer de nombre de leviers de commande (...) Nous aurons moins de voyous à côtoyer, moins d'aventuriers aussi au gouvernail de notre pays. Les Jo-la-mitraille comme les Torrès, les Jonas et tant d'autres exploiters de notre laisser-faire iront chercher ailleurs les places si largement abandonnées à des indésirables ».

24 Jean Lépiney attaqua bon nombre de « dissidents », de déçus et d'emprisonnés (Léon Blum, Georges Mandel, Paul Reynaud, Marx Dormoy, Edouard Daladier, Edouard Herriot, Victor Basch, Jean Zay, Edouard Jonas, le baron de Rothschild, Vincent Auriol, Alexis Léger, Pertinax, Henri de Kérillis et Geneviève Tabouis) dans une rubrique intitulée « *Pilori 1940* », publiée dans *L'Opinion du Sud-Est* le 19 octobre.

25 Pierre Gallet, vice-président de la Légion, fournit à *L'Eclaireur de Nice*, au mois d'octobre, deux articles incriminant « les ennemis » et les « manœuvres perfides » du Niçois René Cassin ayant rejoint le général de Gaulle à Londres d'où il s'était exprimé à la radio :

« Nos ennemis sont tous ceux qui croient que la république parlementaire, que la juiverie, que la finance internationale se partageront à nouveau la domination de la France. Nos ennemis sont tous ceux qui ne veulent pas voir notre politique extérieure subordonnée aux seuls intérêts de la France. Ce sont les francs-maçons que nous démasquons, les prébendiers que nous dépossédons, les cumulards que nous pourchassons. Ce sont aussi ceux qui croient encore dans les anciens partis »²⁴

« Cassin, le juif apatride, ex-Français, ex-professeur à la Faculté de Droit de Paris, ex-président de l'Union Fédérale des associations d'anciens combattants, déchu de ses privilèges et privé des prébendes nombreuses qu'il s'était appliqué à en tirer, s'est, de Londres, adressé par voie radiophonique à la Légion française dans l'intention de la critiquer.

La Légion ne répond pas aux traîtres (...)

Cassin a dit : « Certains des dirigeants de la Légion furent mes amis et de beaux soldats. Mais ils ont fait de la politique, ils sont marqués ». Se couvrant la tête de cendres, Cassin a ensuite gémi : « Mais ces dirigeants ne sont même pas élus, ils sont désignés ».

Cassin, l'ex...etc., ne devrait d'abord pas parler de « marque », mais songer à celle d'infamie qu'il s'est lui-même et définitivement appliquée en quittant, tel le rat, le bateau qui sombre, la France battue par la tempête.

Cassin, l'ex...etc., n'a pas encore compris que le bulletin de vote n'est aujourd'hui regretté, chez nous, que par ceux qui en profitèrent jusqu'à ce que mort s'ensuive. Il est vrai, cependant, que les lâches qui ont jeté la France dans le malheur le regrettent aussi (...)

Dire, penser et faire le contraire de ce que disent, pensent et font les Cassin de Londres ou d'ailleurs »²⁵.

26 Quant au général Goudot, président du Secours national et futur président à la libération de l'Entraide française et du comité directeur du Front national, il publia le 28 octobre dans *L'Eclaireur de Nice* un article intitulé « *Passé et Avenir* » dont nous extrayons la phrase qui lui sera reprochée quatre ans plus tard : « *Aucune dissidence ne doit être tolérée ; la Cour martiale est prête à fonctionner* »

L'expression de l'antisémitisme et de la xénophobie

27 Les périodiques *Le Progrès provençal* et *L'Alerte* publièrent, les 5 et 8 octobre, un article intitulé « *Le problème juif* ». L'hebdomadaire grassois, par la plume de Pierre Chanterel, proposa le 10 août deux articles antisémites « *Il faut désintoxiquer la France* » et « *L'agitation ridicule des réfugiés à Cannes* » :

« M. Edouard Daladier a pu être le président d'une ligue contre l'antisémitisme, ce qui donnait la mesure de sa clairvoyante intelligence, nous serons, nous, membres de fait d'une ligue qui voudra, sans nationalisme étroit, qu'en France les dirigeants de la pensée française soient Français. C'est bien le moins qu'on puisse demander.

Et, pourtant, étant donné le degré d'asservissement auquel nous sommes descendus, c'est beaucoup entreprendre. Nous y réussîrions, cependant, car les juifs sentent, eux qui ont des antennes, qu'il est grand temps, pour leur propre

conservation, d'abandonner les postes où, par notre imprévoyance, nous les avons laissé monter »

« Beaucoup d'agitation sur la Croisette. Beaucoup d'automobiles immatriculées RL ou RM. Elles appartiennent à une clientèle de hasard pour la station méditerranéenne : des rescapés de Biarritz qui n'osent plus rentrer à Paris. Et pour cause.

Cette clientèle s'agite passablement. On dirait des moustiques dans un camp de nudistes. Elle fait des projets, imprudente ou mal avertie de l'avenir. Et ce sont des palabres sans fin aux bars des palaces, des palabres durant lesquels on parle aussi avec les mains ».

- 28 Henry Golland, le 31 août, poursuit avec « *Les potinières de la Croisette* » :

« Les potinières de la Croisette, à Cannes, particulièrement animées cette année, sont cependant moins cosmopolites. On y parle beaucoup français, parfois avec un accent tudesque ou levantin, mais du français balnéaire tout de même.

Il sert surtout à exprimer des regrets. Regrets de temps qu'on sent révolus, de « jobs » et de combines qui ne trouveront plus place, espérons-le, dans la France qui se retrempe.

Pendant que les bouches exhalent des soupirs, les yeux regardent la mer, la vaste mer que l'on prendra peut-être un jour. Cannes, alors, fait figure de dernière escale ».

- 29 L'hebdomadaire cannois *L'Opinion du Sud-Est* publia, le 10 août, un article partiellement censuré de Jean Lépiney « *Sur la Croisette. Inconscience ou provocation ?* » :

« C'est l'envers du décor, les coulisses, les m'as-tu-vu du Cinéma, du Sport, de la Finance. En huit jours, toute la clique des inutiles, des médiocres, des trafiquants, des poseurs, des grotesques prétentieux, tous les prétendants du Tout-Paris international se sont abattus, comme sauterelles en Afrique, sur les palaces et les villas.

Ca arbore des tenues à la Saint-Tropez, des blouses à la Russe, des galoches de cuir brodé, des sandales mythologiques ! Ca encombre les bars, ca se dore la couenne sur les plages, en sirotant des cocktails et en broutant des olives !

Août 1940 ? Pas possible ! On a dormi douze mois, d'autres ont connu d'atroces cauchemars. Eux recommencent août 1939 ».

- 30 Le même journaliste se moqua de façon féroce de Léon Blum, le 28 septembre, dans « *L'embastillé de Chazeron* » :

« Eon ! Léon ! fini votre effarant orgueil de paon déplumé qui vous poussait à faire grotesquement la roue ! Elle a tourné ! Il ne vous reste plus que l'amer regret de ne plus pouvoir, devant un Sanhédrin de juives grasses et de profiteurs obèses, épanouir, comme autrefois, votre queue définitivement mutilée »

- 31 Le député de Grasse Edouard Jonas fut ainsi étrillé dans « *Portrait de quelques déchus* », le 12 octobre :

« Jonas est un antiquaire juif de la place Vendôme à Paris qui eut un jour l'idée de devenir député. Il convoitait ce poste enviable tant comme une aimable distraction de millionnaire, que comme une occasion de faire de bonnes petites affaires : pour cela il était décidé à payer ce qu'il faudrait. Il s'enquit donc d'une circonscription accessible aux nombreux millions qu'il était décidé à jeter dans l'affaire. Il jeta son dévolu sur celle de Grasse qui malheureusement contenait à côté d'une foule d'électeurs incorruptibles une masse de gens fraîchement naturalisés et prêts à vendre leur bulletin de vote. Jonas joua le tout pour le tout. Il distribua des moitiés de billets de cinquante francs, invitant les électeurs à venir chercher les autres parties de billets seulement s'il était élu, ce qui arriva. L'homme avait de l'entregent et la poignée de main facile. On le savait riche et à peine entré au Palais-Bourbon, il fut élu président de la Commission des Travaux publics, tâche pour laquelle il n'avait pas l'ombre du commencement de la compétence.

Depuis les premiers jours de la guerre, les rideaux de fer étaient baissés sur le magasin de la place Vendôme. Il y avait bien une affiche invitant les clients éventuels à se rendre au premier étage d'une maison voisine, mais là on n'y trouvait que certaines œuvres d'art de valeur incertaine et d'authenticité discutable. Les riches collections, les pièces rares avaient pris le chemin de New York où leur propriétaire ne tarda pas à les suivre ».

- 32 Le quotidien radical *Le Petit Niçois* dut surprendre son lectorat en publiant, à la fin de l'été, deux articles ouvertement xénophobes et indirectement antisémites, à savoir « *Le parasite qui doit disparaître : le métèque* » le 30 août puis « *Sus aux parasites. La chasse au métèque* » le 11 septembre :

« Il choque la vue, il donne à Nice cette allure de ville où tout peut se faire, et l'on s'étonne qu'on tolère encore la présence de ce parasite (...) Ces personnes émigrées ou expulsées de leur pays, étrangères ou apatrides constituent un danger pour la tranquillité et l'ordre publics (...) Nous réclamons donc de la propreté locale, pour la dignité de Nice, pour le respect des familles que la guerre a éprouvées ou qui sont venues chercher un refuge parmi nous, nous réclamons que la chasse au métèque soit faite au plus tôt, avec vigueur. Les fils de France ont besoin de reconnaître leurs visages, et non de voir le cynisme, l'indifférence, l'arrogance sur les figures glabres de ces vagabonds par trop élégants ».

- 33 Dans *L'Eclaireur de Nice*, Michel Bavastro publia, le 10 septembre, un article « *Aucun expulsé ne devrait continuer à bénéficier d'une autorisation de séjour* » qu'il approfondit cinq jours plus tard, dans « *Les étrangers, problème irritant et complexe* », où, répondant à une personnalité lui ayant affirmé qu'il valait mieux accorder des autorisations de séjour que de dépenser de l'argent pour les nourrir en prison, il écrivit : « *A notre avis, on pourrait beaucoup plus utilement les grouper dans des camps et les employer à des travaux d'intérêt public* ».
- 34 Département au sein duquel les naturalisés étaient nombreux depuis les années trente, il était incontournable que la question fût abordée. *L'Opinion du Sud-Est* publia justement, deux articles du professeur J.H. Probst intitulés « *Le problème des naturalisations* » le 24 août puis « *Vers une France régénérée. NATURALISATION* » le 7 septembre. Le général Goudot livra son sentiment sur « *Fonction publique et naturalisés* » dans les colonnes de *L'Eclaireur de Nice*, le 19 août :

« Si de tout temps la France a généreusement donné asile aux étrangers, la politique des puissances de l'Europe centrale et orientale de ces dernières années a fait refluer sur notre territoire une véritable invasion qu'il eût été sage d'endiguer ; car à côté de réfugiés respectueux des lois d'hospitalité, combien d'individus étaient aussi indésirables chez nous que dans leur patrie ? La chronique des tribunaux est édifiante à ce sujet ; pouvons-nous oublier que les mouvements sociaux, les grèves notamment, qui ont profondément troublé la France d'avant-guerre, saboté la préparation de la guerre et préparé la défaite, étaient dirigées par les étrangers, la plupart futurs éléments de la cinquième colonne ?

Personne n'est indispensable pour la raison simple que tout homme est mortel et surtout parce qu'il n'y a pas de raison qu'un Français pur sang ne puisse tenir un emploi détenu par un étranger naturalisé ».

Les remèdes proposés

- 35 Des « bonnes résolutions » (courage, discipline, sens du devoir, supériorité de l'intérêt général, altruisme, esprit de sacrifice, union, travail, acceptation des restrictions de toutes natures, amour de la famille) furent prônées par divers journaux. C'est ainsi que *L'Eclaireur de Nice* proposa à ses lecteurs trois éditoriaux successifs et significatifs, à la fin juin :

« Un nouveau combat commence. Un combat moins épique que ceux qui viennent d'être livrés, mais qui n'en demande pas moins à chacun de nous un courage moral de tous les instants, une force d'âme sans cesse en alerte, une persévérance dans l'effort et l'altruisme sans aucune défaillance. Chacun doit accepter d'un cœur ferme et les restrictions et les sacrifices indispensables à la remise en ordre du pays en attendant son relèvement. Chacun doit se plier à une discipline nationale volontairement consentie et faire litière de ses préférences et de ses convenances personnelles, en se disant qu'elles compteraient moins encore qu'elles ne comptent dans une France livrée au désordre et à la division. Cette soumission à l'intérêt du pays n'empêche ni le contrôle ni la critique. Elle entraîne simplement l'abandon des passions partisanses »³⁶

« Quant au devoir de chaque citoyen, où qu'il se trouve, il est clairement tracé. Il consiste à comprendre, sans équivoque, sans vaines rodomontades, sans fausses espérances, que le salut de la France dépend de l'ardeur et de l'abnégation à se remettre au travail dans l'ordre, le calme et l'union. Que tout ce qui n'est pas dans l'intérêt du pays, c'est-à-dire de sa vie, est malsain et condamnable. Que toute division, toute tentative de division entre Français équivaut à un crime de lèse-patrie »³⁷

« Dans le domaine de l'esprit comme dans l'ordre matériel, une sérieuse révision s'impose. Dans le premier, il est nécessaire de renoncer aux spéculations aventureuses, aussi séduisantes qu'elles puissent paraître, et qui font naître l'envie d'expériences hasardeuses et décevantes. Dans le second, il est prescrit, par la conjoncture actuelle, de remettre à l'honneur ces vieilles vertus qui firent la force et la richesse de la France, c'est-à-dire sa grandeur, et qui ont noms : conscience dans le travail, économie, amour de la famille, équilibre et mesure »³⁸.

- 36 Les consignes ne furent pas absentes d'esprit militaire (*L'Eveil* écrivant dans son numéro du 14 décembre, sous le titre « OBEIR » : « *Et maintenant, Français, silence dans les rangs. Garde-à-vous. Obéissez à celui qui commande, qui sait commander et qui en a le droit* ») ni d'esprit de pénitence (« *La pénitence acceptée* » dans *Le Progrès provençal* du 27 juillet), voire de masochisme (« *Dieu pour sauver la France moralement a permis cette défaite* » dans *Le Bulletin de Don Bosco* de décembre 1940) et la presse confessionnelle ajouta une note de religiosité, l'esprit de mission, voire l'affirmation d'une identité chrétienne, sans oublier la revanche sur la loi de 1905 :

« C'est vraiment l'heure de l'Action Catholique. Après tant de bouleversements, tant de morts, tant de ruines et de dévastations, la parole est plus que jamais à ceux qui se réclament du Christ et de sa doctrine fraternelle. Combien il va y avoir d'esprits à éclairer, d'influences mauvaises à écarter, de courage à stimuler, de souffrances à soulager, de morales à soutenir, de larmes à sécher, de cœurs meurtris à consoler, d'âmes à préserver du découragement. Appuyée sur l'Action Catholique, mise au service du Pays, la Presse aura la lourde tâche de coopérer au redressement moral et spirituel sans lequel la France ne saurait vivre »³⁹

« L'esprit de sacrifice se substituant à l'esprit de jouissance, l'esprit de service à l'esprit de revendication, l'esprit d'effort à la facilité égoïste : tel est le programme que le maréchal Pétain a assigné à la France comme la condition de sa résurrection. Nous catholiques, nous entrons DE PLAIN PIED DANS CETTE ŒUVRE de reconstruction. Ce langage est le nôtre. Ces mots sonnent chrétien »⁴⁰

« Quand un poison a envahi l'organisme, il n'y a de retour à la santé que dans l'expulsion de ce dissolvant mortel. A-t-on suffisamment compris en l'incriminant, pourquoi le laïcisme est le venin qui nous tue ? (...) Il est grand temps de réunir ce que le laïcisme avait séparé : l'Ecole et Dieu, l'Etat et Dieu, la Religion et la Société. A chacun de nous d'y travailler pour rendre au pays malade la santé »⁴¹.

- 37 Trois interventions de l'évêque permettent de décrypter la sensibilité et les engagements des catholiques :

« Beaucoup d'entre vous attendent des directives, sollicitent des ordres. Pourquoi ? C'est déjà fait. Vous avez entendu la voix du maréchal Pétain, celle des autorités responsables. Cela suffit : il n'y a qu'à obéir. Les mots d'ordre, à l'heure actuelle, sont : « Silence, discipline, calme, confiance ». Ajoutons-y une invincible espérance en Dieu »³⁷

« Puisque nous devons supporter l'épreuve, vivons pour le pays et non pour nous. Travaillons, ne faisons plus qu'un seul cœur, qu'une seule âme. Travaillez, semez, soit par votre intelligence, soit par vos bras, mais travaillez sans répit »³⁸

« Il faut travailler. C'est la loi de Dieu. L'avenir peut être grand et beau si nous faisons tous notre devoir, plus que notre devoir. Dieu est avec nous. J'ai confiance.

Faisons ensemble le serment de travailler dans l'union, pour que la France vive »³⁹

- 38 *L'Opinion du Sud-Est* rappela à l'ordre ses lecteurs, dans son numéro du 7 décembre, en publiant deux encadrés significatifs :

« CRITIQUER. RECRIMINER.

C'est agir sciemment contre la France et inconsciemment contre soi-même.

DES PRISONNIERS, DES REFUGIES endurent de cruelles privations.

PENSEZ A EUX ET TAISEZ-VOUS ! » ;

« Le temps des discussions sur la place publique est passé. Les mots nous ont assez fait de mal. Ce sont des actes qui relèveront la France. TRAVAILLER, SE TAIRE, c'est collaborer à l'œuvre commune d'où sortira une France pure ».

- 39 Quant au thème de la Collaboration, consécutif à l'entrevue de Montoire du 24 octobre, il fut peu abordé dans la presse locale à ce moment-là. Toutefois, *Le Progrès provençal* du 2 novembre publia un article de Pierre Chanterel intitulé « Collaboration » dans lequel le rédacteur se glorifiait que l'hebdomadaire grassois eût préconisé le rapprochement franco-allemand avant la rencontre du Führer et du chef de l'Etat français ; *Le Progrès* revint sur cette question dans ses numéros des 30 novembre (« Revenir de loin ») et du 7 décembre (« Prendre notre place », dans lequel Charles Rivet présenta quelle devait être la place de la France dans l'Europe nouvelle)⁴⁰. Le quotidien *L'Eclaireur de Nice* consacra deux éditoriaux signés Léon Garibaldi à l'évocation de la Collaboration : le 8 septembre « Que reste-t-il du traité de Versailles ? » et le 3 novembre « Les responsables de la défaite » ; dans le premier, rédigé six semaines avant Montoire, le directeur politique de *L'Eclaireur* écrivit notamment : « La France fût demeurée la plus grande nation d'Europe si elle eût pratiqué sa politique et pris l'initiative, après la Ruhr, de réviser le traité de Versailles et de s'associer économiquement à l'Allemagne », tandis que, dans le second, il justifia l'action entreprise par le maréchal Pétain par les « fautes » commises par ses prédécesseurs.

Les réactions de l'opinion au changement de régime et à la menace d'annexion

- 40 Les jeunes furent peut-être davantage sensibles à la défaite, à l'Occupation et à la disparition du régime républicain que les adultes. Déjà, le 20 juin, *L'Eclaireur de Nice* publia un entrefilet « Des jeunes veulent continuer la lutte » au contenu apparemment surprenant compte tenu de la présence de censeurs militaires dans les rédactions mais qui ne fut pas repris dans l'édition du soir :

« L'appel que le général de Gaulle vient de lancer sur les antennes de la radio anglaise a réveillé l'espoir dans le cœur des Français. Mais ce sont surtout les jeunes qui, de toute leur ardeur et de toute leur foi, ont répondu à cette idée généreuse. L'âme de la France ne saurait s'éteindre à travers les pires tourments, mais tous ces jeunes qui n'ont pas encore été mobilisés, ne veulent pas qu'elle soit ternie, même pour un temps, au contact de l'ennemi. Ils veulent continuer la lutte et ne l'achever que dans la victoire ou la mort. Et c'est pourquoi un certain nombre d'entre eux, unis par un courage et un espoir semblables, ont télégraphié au général de Gaulle

pour lui témoigner toute leur admiration et pour se mettre à sa disposition où et quand il le voudra pour la défense de la France et de la civilisation ».

- 41 Compte tenu de la période de vacances scolaires, ce ne fut qu'à partir de la rentrée alors fixée au 1^{er} octobre que des élèves du lycée de Garçons de Nice, en compagnie de quelques étudiants, constituèrent le premier groupe de résistance juvénile progauilliste, imprimant et diffusant des papillons hostiles aux puissances de l'Axe et favorables à la poursuite du combat aux côtés des Britanniques. Leur agitation et leurs actions ne passèrent pas inaperçues, puisque *L'Opinion du Sud-Est* du 12 octobre les évoqua à deux reprises dans la chronique de Servus :

« Je sais bien que pour l'esprit d'aventure, certaines exaltations ont pu, pendant quelques jours, avoir de l'attrait. Quel jeune homme ne rêverait pas d'aller se battre jusque chez les Zoulous, chez les Caraïbes ? »

« J'ai entre les mains, l'autre jour, une petite feuille que des lâches glissent dans les boîtes aux lettres, quand on ne peut les surprendre. Il s'agit d'un texte photocopié, où l'on injurie le chef de l'Etat (...) C'est agir contre la France que de tenter de semer le doute, la discorde, quand tous ont tant besoin du grand honnête homme qui dirige nos destinées. On conçoit bien qu'il y ait des mécontents ! Le gouvernement a dérangé trop de combines, délogé trop de prébendiers, empêché trop de transactions louches, de bénéfices illicites, de hausses injustifiées, combattu trop d'accaparement, pour ne pas avoir contre lui la ligue de tous les profiteurs, de tous les « marrons », de toute la pègre ».

- 42 Quant aux jeunes communistes, après avoir diffusé des papillons « *Pétain le traître* » et « *Ni colonie allemande ni dominion britannique* »⁵⁴, ils cherchèrent à frapper les esprits en hissant un drapeau rouge sur la passerelle des Abattoirs le 11 novembre, ce qui entraîna l'arrestation d'une vingtaine de personnes⁵⁵.

- 43 Que la fin des hostilités eût été approuvée par la très grande majorité des Azuréens ne fait aucun doute, mais la perception par l'opinion du nouveau régime et de son rapprochement avec l'Allemagne ne fut pas unanime, d'autant plus que l'Italie fasciste faisait peser une menace indéniable sur l'intégrité du département.

- 44 Les rapports du commissaire de Police spéciale de Cannes -très anticommuniste- fournissent des indications sur les réserves émises comme sur ses sentiments personnels :

« Le vote de l'Assemblée nationale a produit le meilleur effet dans notre région où seule une petite minorité est hostile à la nouvelle constitution et craint une dictature militaire »⁵⁶

« Des critiques sévères sont formulées à l'égard des Français de Londres. Une petite minorité chuchote que la modification de la Constitution est « antidémocratique » et « anticonstitutionnelle »⁵⁷

« L'opinion a approuvé les dénaturalisations, mais aussi la déchéance et la confiscation des biens des français ayant déserté notre Pays »⁵⁸

« Chaque Français applaudit à l'instauration du principe de l'autorité et de la responsabilité »⁵⁹.

- 45 Le premier rapport bimestriel du préfet signala l'abattement initial de la population, puis le fait qu'elle se fût ressaisie après l'annonce des clauses de l'armistice de Villa Incisa limitant à Fontan et à Menton les territoires occupés, avant de se hasarder à une exégèse audacieuse :

« Instruite des raisons qui ont amené le Gouvernement à solliciter un armistice et à en accepter les conditions, elle est prête à approuver les réformes même les plus hardies si elles doivent éviter le retour des erreurs et des fautes commises ; elle fait pleine confiance au maréchal Pétain qui, du reste, chaque année, vient passer de

longs mois dans sa propriété de Villeneuve-Loubet, située à quelques kilomètres de Nice »⁴⁶.

- 46 Les deux premiers rapports d'information rédigés par le nouveau préfet Marcel Ribière, maréchaliste zélé, évoquèrent les soubresauts de l'opinion au début de l'automne :

« La confiance a été ébranlée par les bruits pessimistes répandus dans le public par la radio anglaise. Des retraits de fonds dans les banques et à la Caisse d'Épargne ont été effectués sans, d'ailleurs, qu'à aucun moment il y ait eu panique. L'émotion est devenue rapidement moins vive après l'entrevue du Chef de l'État et du Führer et particulièrement après les déclarations du maréchal Pétain qui ont rassuré l'opinion persuadée qu'une politique de collaboration ne pourrait débiter par la cession de Nice. Les sentiments des Niçois restent toujours profondément hostiles à l'Italie »⁴⁷

« L'inquiétude qu'avait ressentie fortement la population de Nice en particulier, concernant le sort futur d'une partie du département semble s'être apaisée.

Au moment de l'entrevue du maréchal Pétain et d'Hitler, une habile propagande italienne avait laissé entendre que Nice serait occupée prochainement. La population s'est rendue compte que cette prévision était fautive et comprend mieux que seuls les communiqués officiels donnent toutes garanties. La propagande par la radio anglaise qui avait confirmé les bruits d'occupation a perdu, en majeure partie, son influence qui était grande. Il n'en reste pas moins cependant que la majorité des habitants, s'ils ne sont pas anglophiles, sont tellement hostiles à l'Italie que toutes nouvelles favorables à l'Angleterre, comme l'entrée en guerre de la Grèce, sont accueillies avec satisfaction »⁴⁸.

- 47 Il est vrai que les prétentions italiennes, limitées par la convention d'armistice de Villa Incisa, ne rassurèrent pas les Azuréens suspendus aux décisions de la Commission italienne d'armistice avec la France siégeant à Turin, le préfet des Alpes-Maritimes Henry Mouchet faisant partie de la délégation française, un rapport des Renseignements généraux concluant, le 15 juillet :

« Les regards de nos populations sont tournés vers les commissions franco-allemande et franco-italienne qui siègent à Wiesbaden et à Turin. Elles attendent avec anxiété pour connaître par le détail les conditions d'armistice »⁴⁹.

- 48 Un rapport du 5 août estima que « peu nombreux sont les Italiens qui désirent l'annexion du Comté de Nice à l'Italie », évoqua les rumeurs d'occupation pour le 25 juillet, puis les 5 et 7 août, souvent colportées par les officiers transalpins de la CIAF et conclut ainsi : « La crainte que cette partie de la France revendiquée par l'Italie ne soit finalement annexée à ce pays obsède la population et paralysera aussi longtemps qu'elle subsistera de nombreuses initiatives »⁵⁰.

- 49 Un rapport du 2 septembre évoqua les doutes légitimes des Azuréens quant à leur avenir :

« Les populations de notre région sont inquiètes au sujet de l'occupation de Menton et de Fontan et surtout sur les conditions de paix quant au Comté de Nice. Elles se demandent avec anxiété quel sort sera réservé à notre région »⁵¹.

- 50 Un rapport du 14 octobre indiqua la persistance de l'inquiétude : « L'état d'esprit demeure dominé par la menace d'une éventuelle annexion de Nice par l'Italie »⁵². François Cottalorda se fit l'interprète de l'inquiétude et de l'agacement des Azuréens en signant un long article « Nice de France » publié le 3 juillet dans L'Éclair du Soir :

« La frontière franco-italienne a été franchie sur certains points par nos anciens alliés devenus les alliés du Reich allemand. La cité niçoise, si voisine de cette frontière, n'a heureusement pas connu la douleur d'une occupation par les troupes ennemies, mais une partie importante de l'ancien comté se trouve dans la zone démilitarisée et, de ce fait, elle subit certaines contraintes qui sont naturellement pénibles à notre amour-propre local. Enfin, on a l'impression qu'une menace pèse

sur son avenir.

La victoire de l'Allemagne, dont l'Italie, qui n'a vaincu personne, prétend tirer les plus larges profits, a fait resurgir, plus pressante que jamais, la revendication du fascisme italien relative à l'ancien comté de Nice (...)

L'injustifiable revendication n'est pas plus acceptable après la guerre qu'elle ne l'était avant la guerre, d'abord parce que la France n'a eu aucune défaite du côté italien et, ensuite, parce que Nice tout entière est trop ardemment française pour qu'on lui impose un changement de nationalité quatre-vingts ans après son retour volontaire à la France (...)

Vouloir arracher Nice à la France, notre cité que même avant 1860 on appelait déjà NICE DE FRANCE, ce serait pis qu'une injurieuse méconnaissance de la claire volonté exprimée à maintes reprises avec le plus chaleureux enthousiasme par l'unanimité de ses habitants, ce serait pis qu'une odieuse violation du droit des gens. Ce serait une sorte de sacrilège contre lequel se dresserait en un sursaut de révolte la conscience niçoise (...)

Nice de France est profondément française de race et de langue comme elle est profondément française d'esprit et de cœur : elle restera française. »

- 51 Cette incertitude eut deux conséquences notables : des retraits de fonds conséquents et le succès obtenu par la Légion française des combattants. Les rapports de police attestent, à plusieurs reprises, de l'excédent des retraits sur les versements dans les agences de la caisse nationale d'épargne et de la caisse d'épargne municipale du chef-lieu :³⁷

	C.N.E.		C.M.E.	
	versements	retraits	versements	retraits
26 au 30 juin	2.019.512 F	20.614.708 F	259.550 F	18.831.524 F
2 au 6 juillet	1.788.247 F	4.870.988 F	643.286 F	4.451.690 F
8 au 13 juillet	2.152.376 F	3.284.715 F	943.090 F	1.075.362 F
22 au 27 juillet	2.524.752 F	2.703.421 F	1.045.408 F	929.059 F
29 juillet au 3 août	3.565.164 F	2.438.513 F	1.488.983 F	1.441.430 F
5 au 9 août	2.511.296 F	2.599.475 F	1.284.354 F	1.309.641 F
12 au 17 août	2.058.387 F	2.420.184 F	883.279 F	2.016.256 F
19 au 24 août	3.422.184 F	2.298.185 F	1.212.452 F	1.204.705 F
26 au 30 août	3.816.808 F	2.397.652 F	1.945.309 F	885.232 F
2 au 7 septembre	2.809.893 F	2.536.018 F	852.189 F	1.360.080 F
16 au 21 septembre	2.219.406 F	3.914.995 F	884.684 F	2.778.962 F

- 52 L'émotion ressentie au cours de la dernière semaine de juin fut considérable puisque les retraits furent dix fois plus élevés à la CNE et soixante-douze fois plus élevés à la CME !

- 53 D'autres temps forts furent enregistrés au cours de la première semaine de juillet (trois fois plus et sept fois plus), la troisième semaine d'août (25% et 135%), les première (60% à la CME) et troisième (75% et 225%) semaines de septembre. En raison de ces turbulences, l'activité annuelle de la CNE fut marquée par un déficit de 30.560.557 F (160.761.087 F de versements contre 191.321.644 F de retraits), soit 19%, alors qu'en 1939, le déficit se limita, malgré l'entrée en guerre, à 2.536.451 F (206.732.597 F de versements contre 209.269.048 F de retraits)⁵³, soit 1%.
- 54 Le sentiment de ne pas avoir été vaincu par l'Italie et la menace irrédentiste pesant sur l'ancien Comté de Nice suscitèrent un patriotisme nissart³⁹ particulièrement vif qui favorisa le succès extraordinaire rencontré par la Légion française des combattants dans les Alpes-Maritimes en général⁴⁰ mais dans l'arrondissement de Nice en particulier. Ce fut d'ailleurs à Nice qu'eut lieu la première réunion constitutive de la LFC, le 6 octobre, au Casino municipal, dans lequel se pressèrent 8000 personnes, 2000 autres stationnant sur la place Masséna, une assemblée qui servit de modèle pour toute la zone non occupée, sur le plan du décorum, voire du contenu des discours. La mise en scène révéla le sectarisme de « l'équipe Darnand », avec des panneaux : « 732, Charles Martel chasse les Sarrasins », « 1429, Jeanne d'Arc chasse les Anglais », « 1916, Verdun, Pétain arrête l'envahisseur », « 1940, Daladier, Gamelin et Reynaud laissent passer l'envahisseur ».
- 55 Le discours prononcé par le président départemental -et rédigé par un avocat niçois membre du PPF- indiqua bien les origines « cagoulardes » et les engagements antirépublicains du « héros de Forbach » :
- « Nous avons assez pleuré ! Nous avons souffert en silence des malheurs de la France. Aujourd'hui, la Légion démarre. Venez vous y inscrire. Partez en emportant le mot d'ordre.
Nous avons besoin que les vrais Français remplacent les métèques, les juifs et les étrangers (applaudissements enthousiastes). Il faut chasser les faux Français qui ont conduit le pays à la ruine. Nous allons rompre avec des hommes qui nous ont exploités et perdus (...) Il faut que les fautifs soient châtiés (...)
Combattants, mes frères, je veux vous entraîner à cette œuvre sacrée où nous sommes résolus à lutter au besoin par la force. La Révolution nationale est en marche. C'est à vous de la faire triompher (...) La Légion sera demain l'armature de la France régénérée »⁵⁴.
- 56 Michel Bavastro se fit l'écho des propos musclés en les cautionnant :
- « Les milliers d'assistants qui emplissaient hier le hall du Casino, émanation de la population tout entière, nullement émus par l'énergie des mesures annoncées, montrèrent, bien au contraire, qu'ils espéraient que les actes dépasseraient, cette fois, les paroles (...)
Comme l'on comprend la tempête d'acclamations qui salua la promesse : « DES TETES TOMBERONT ! » (...) C'est dans le sang que l'on enfante, c'est par le fer et le feu que l'on forge. La France sera révolutionnaire ou ne sera plus !
« LA FRANCE AUX FRANÇAIS ! » C'est d'un seul cri aussi que l'on se rallia à cette formule si élémentaire que l'on rougit de penser qu'il faut encore lutter pour l'imposer (...)
Darnand : un morceau de roc, des mots-massue. Il tend la main à tous, mais cette main, on sent que ceux qui se refuseraient à la prendre ne trouveraient plus ensuite que le poing. Darnand : un homme comme nous les voulons ! »⁵⁵
- 57 Le rédacteur en chef de *L'Eclair* rendit compte, lui aussi, de ce meeting dans un article intitulé « *Le vœu de l'opinion* » dans lequel, à côté de l'expression du patriotisme exacerbé, il manifesta la volonté de se débarrasser de l'ancien régime :

« Pour la première fois depuis les heures douloureuses de l'armistice, l'occasion était donnée à une foule française de manifester son opinion. Ferveur du sentiment patriotique, volonté de maintenir l'âme française : c'est ce qu'exprimaient les dix mille Français et Françaises rassemblés dimanche à Nice. Ils exprimaient aussi le désir impatient de pousser la révolution nationale jusqu'au bout, de débarrasser la France du régime, des méthodes, des hommes qui ont conduit à la défaite, de les rejeter de façon qu'ils ne puissent plus revenir »⁴.

- 58 Malgré les propos musclés et le noyautage de cette organisation patriotique de masse par des éléments issus de l'extrême droite, le recrutement n'en pâtit pas puisque 1354 adhésions furent enregistrées à la section de Nice du 8 au 10 octobre, le seuil des cinq mille membres étant atteint avant la fin du mois, dont 1450 pour le seul « quartier » de Cimiez. Par ailleurs, des réunions constitutives de sections locales eurent lieu avec un certain succès à Cap d'Ail le 13 octobre, Cannes (5000 participants) le 20, Gattières, Levens, Drap, La Turbie, Roquebrune le 21, Grasse (2000 participants) le 27, Saint-Martin du Var le 29. Le 10 novembre, les légionnaires des sections déjà constituées prêtèrent le serment suivant :

« Je jure de continuer à servir la France avec honneur dans la paix, comme je l'ai servie sous les armes. Je jure de consacrer toutes mes forces à la Patrie, à la Famille, au Travail. Je m'engage à pratiquer l'amitié et l'entraide vis-à-vis de mes camarades des deux guerres, à rester fidèle à la mémoire de ceux qui sont tombés au champ d'honneur. J'accepte librement la discipline de la Légion pour tout ce qui me sera commandé en vue de cet idéal ».

- 59 Dans le chef-lieu, plus de 5000 légionnaires des sept « quartiers » de Nice, auxquels s'étaient joints des délégations de Menton, Fontan et Saint-Laurent du Var se rassemblèrent devant le monument aux morts, malgré une pluie battante (ce qui démontrait leur motivation), afin de prêter serment.
- 60 Il n'empêche que la plupart des responsables des associations d'anciens combattants (dissoutes au mois d'août par le gouvernement du maréchal Pétain), se réunirent le 19 octobre afin de déterminer une position commune, refusant d'adhérer personnellement à la Légion mais invitant leurs membres à s'y inscrire afin de la noyauter, décidant de dénoncer l'entourage antirépublicain du Maréchal et les prétentions transalpines, tout en développant la mystique de la revanche⁵.
- 61 Autre réaction, ultra-minoritaire mais significative de la dérive antisémite amorcée par le PPF à l'automne 1938 et annonciatrice des dérives possibles d'une conversion de l'Etat français à « l'ordre nouveau », les manifestations publiques d'antisémitisme sous la forme d'inscriptions, de diffusion de tracts et d'apposition de papillons, de bris de vitrines de commerçants israélites, de jets de liquides nauséabonds, de rassemblements hostiles et bruyants, à la manière des SA au début du III^e Reich. Ces actions, accomplies par quelques dizaines de militants convaincus du PPF, commencèrent le 29 juillet avec la lapidation de quatre vitrines de commerçants niçois à l'aide de galets sur lesquels figuraient, aux côtés du sigle du mouvement doriote, les inscriptions « *La Révolution nationale commence* » et « *Le châtimement des Juifs* » ; quatre extrémistes furent interpellés et le quotidien radical qualifia leurs actes de « *gestes stupides et prémédités* »⁶.
- 62 Le 14 août, les vitrines de sept autres commerces furent brisées et une petite manifestation eut lieu devant le magasin Bouchara, sur l'avenue de la Victoire, avec onze interpellations d'activistes ; si *L'Eclair* ne fit aucun commentaire sur ces incidents, se contentant de les relater, *Le Petit Niçois* du 15 août les désapprouva nettement :

« Pour l'ordre et la tranquillité publique, à une époque où les deux-tiers du territoire français sont occupés, on ne peut que regretter de telles manifestations. Regrettons qu'il y ait encore des Français qui ne comprennent pas ! ».

- 63 Les militants du PPF diffusèrent des papillons antisémites le 11 septembre, avant de manifester boulevard des Italiens et rue Halévy⁶⁴. Le 16 septembre, trois vitrines furent encore brisées rue maréchal Joffre, place Eugène Môt et place Risso. Le directeur de la Police d'Etat de Nice rendit ainsi compte des actions antisémites :

« Ces incidents n'ont pas été approuvés par la population qui, cependant, ne manque pas de s'élever contre la présence, à son sens trop nombreuse, d'étrangers - plus particulièrement de confession juive- à Nice »⁶⁵, tout en indiquant que le secrétaire général Victor Barthélemy était venu à Nice « porteur d'encouragements de Doriot à poursuivre la campagne contre les Juifs »⁶⁶.

- 64 Conséquence de la chasse aux « responsables de la défaite » et de la volonté d'exclure les juifs de la communauté nationale -concrétisée par le premier statut des Juifs du 2 octobre 1940-, une épuration toponymique intervint, spontanée ou suscitée par le préfet. Dans le premier cas de figure, des municipalités décidèrent de supprimer des noms de rue (comme à Cannes avec Edouard Daladier et Neville Chamberlain au mois d'août⁶⁷) ou de les modifier (comme en octobre à Nice avec la moitié de la rue Alphonse Karr transformée en « lieutenant Félix Agnely, héros des deux guerres »⁶⁸) ; dans le second cas, le maire de Beaulieu fit retirer, en novembre, les plaques Daladier et Chamberlain⁶⁹, tandis que la commission des noms de rue de la Ville de Nice, réunie le 20 novembre, décida de remplacer la rue Chamberlain par Cronstadt, le boulevard Bischoffsheim par Armée des Alpes et la rue Rothschild par Pierre Dévoluy⁷⁰. Quant au maire de Vence, il répondit au préfet :

« La commune s'honore de n'avoir jamais eu à rendre hommage à des partisans de régime néfaste à l'intérêt de la nation »⁷¹.

- 65 Certes, cette épuration toponymique se généralisa au premier semestre de 1941, mais l'impulsion fut donnée au cours des premiers mois du régime de Vichy.

- 66 En guise de conclusion, nous pouvons affirmer que le traumatisme de la défaite a été profond, puisqu'il a remis en cause les fondements du « modèle républicain », permettant à des minorités activistes et extrémistes de diffuser plus facilement leurs idées, voire de chercher à imposer des pratiques ségrégationnistes et la « diabolisation » des anciens dirigeants, servant de commodes « boucs émissaires », aux côtés des juifs, à des hommes du peuple aigris, sectaires et violents⁷², mais aussi à des bourgeois conservateurs effrayés par les débordements du Front populaire ou intellectuels sympathisants des régimes autoritaires⁷³. Quant à la masse des légionnaires, elle fut beaucoup moins sensible au discours sectaire de dirigeants politisés qu'à la volonté d'exprimer l'attachement à la France et à leur petite patrie menacée par l'impérialisme fasciste, les défilés martiaux des anciens combattants porteurs du béret et de la francisque étant davantage destinés à impressionner les observateurs italiens qu'à afficher leur sympathie pour le nouveau régime ou pour la Collaboration.

- 67 L'Azuréen moyen était enclin à apprécier la fin des hostilités et en était redevable au maréchal Pétain mais il souhaitait, également, demeurer français, ce qui tendait à l'éloigner d'un Etat français qui n'osait pas contester les prétentions italiennes, tout en

soutenant la constitution de la LFC la plus puissante et la plus dynamique de « *la France du Maréchal* », censée pouvoir s'opposer à une tentative de « *Marche sur Nice* ». L'opinion était donc plus complexe à cerner que la perception plus ou moins univoque décelée dans la presse.

- 68 L'évolution des événements politico-militaires conduisit assez rapidement la masse des Azuréens à se détacher du maréchalisme⁶⁸ et certaines des personnalités citées dans cette contribution à rejoindre la Résistance relativement tôt⁶⁹ ou sur le tard⁷⁰, voire à mourir en déportation⁷¹, un seul des thuriféraires du Maréchal ou des dénonciateurs des « *responsables de la défaite* » faisant publiquement son autocritique à la Libération, reconnaissant que ses articles de l'été et de l'automne 1940 avaient été le fruit de son imprégnation par « *l'idéologie dominante* » : le général Goudot, alors président de l'Entraide française, offrit sa démission après la publication des articles incriminés par l'hebdomadaire *L'Ergot* et son audition devant la commission d'Épuration du CDL le 28 novembre 1944⁷², démission refusée par le préfet. Les autres rédacteurs estimèrent ne pas avoir besoin de justifier des écrits dont plus grand monde ne se souvenait – convaincus ou non de s'être « rachetés » – ou bien demeurèrent des « *pétainistes* » honteux sous les IV^e et V^e Républiques, soutenant ponctuellement le RPF, le poujadisme, l'OAS, voire le catholicisme intégriste.

NOTES

1. - Bien que luttant à un contre quatre, les défenseurs du Secteur fortifié des Alpes-Maritimes parvinrent à contenir la progression de l'agresseur (qui n'occupa qu'une bande de territoire discontinue de un à quatre kilomètres de profondeur comprenant Fontan et Menton) tout en lui infligeant des pertes quinze fois supérieures (211 tués contre 13, 956 blessés contre 42, 130 prisonniers contre 33).
2. - 819 Azuréens mobilisés furent tués et 8700 capturés par la Wehrmacht.
3. - Les députés Léon Baréty et Jacques Bounin, les sénateurs Louis Louis-Dreyfus et Jean Médecin, tandis que le député de Menton Jean Hennessy, sans doute le plus conservateur de tous, fit partie des « 80 ».
4. - Le résultat un peu surprenant des législatives de mai 1936 (trois candidats du Front populaire élus sur six députés) ne fut pas confirmé par les cantonales d'octobre 1937 (deux socialistes et trois radicaux-socialistes sur trente conseillers généraux).
5. - *L'Eclaireur de Nice*, 26 juin 1940.
6. - *L'Eclaireur de Nice*, 23 juin 1940.
7. - *L'Eclaireur de Nice*, 26 juin 1940.
8. - N° 203, p. 12-13.
9. - *Idem*, p. 17.
10. - *L'Eveil*, N° 734, « *Scandale et miracle* ».
11. - *Idem*, « *A méditer* ».
12. - « *Nos ennemis* », 16 octobre 1940.
13. - « *Manœuvres perfides* », 27 octobre 1940.

14. - « *Discipline volontaire* », 28 juin 1940.
15. - « *Le devoir* », 29 juin 1940.
16. - « *Valeurs françaises* », 30 juin 1940.
17. - « *Refaire la France* », *L'Eveil* N° 734 du 20 juillet 1940.
18. - « *Victoire morale* », *L'Eveil* N° 735 du 3 août 1940.
19. - « *La Révolution à faire* », *Le Clocher de Saint-Barthélemy*, N° 204 de novembre 1940.
20. - Lettre aux diocésains publiée dans *L'Eclaireur de Nice* du 23 juin 1940.
21. - Homélie prononcée à Sainte-Réparate le jour du deuil national et reproduite dans la presse le 26 juin 1940.
22. - Allocution prononcée à la cathédrale le jour de la Fête nationale et reproduite dans la presse le 15 juillet 1940.
23. - Les deux premiers numéros de l'hiver : 21 décembre (« *Collaboration économique* ») et 28 décembre (« *La Collaboration avec le Maréchal* ») approfondirent cette thématique.
24. - Odru André, « Novembre 1940 à Nice » in ANACR, *Les Alpes-Maritimes dans la Résistance*, 1983, p. 12.
25. - *L'Eclaireur de Nice*, 19 et 22 novembre 1940.
26. - ADAM, 616 W 133, rapport hebdomadaire du 15 juillet 1940.
27. - *Idem*, rapport du 22 juillet 1940.
28. - *Idem*, rapport du 29 juillet 1940.
29. - *Idem*, rapport du 19 août 1940.
30. - AN, F1 CIII 1137, rapport du 25 juillet 1940 sur les mois de juin-juillet.
31. - *Idem*, rapport du 1^{er} novembre 1940.
32. - *Idem*, rapport du 18 novembre 1940.
33. - ADAM, 616 W 133, rapport du commissaire de Police spéciale de Cannes.
34. - *Idem*, rapport du commissaire de Police spéciale de Beausoleil.
35. - *Idem*, rapport du commissaire de Police spéciale de Cannes.
36. - *Idem*, rapport du commissaire de Police spéciale de Beausoleil.
37. - ADAM, 616 W 133 et 134, rapports hebdomadaires du Directeur de la Police d'Etat de Nice.
38. - Direction générale des Postes, service du Budget, de la Planification et de la Comptabilité. A titre de comparaison, le département voisin du Var, non revendiqué, enregistra un excédent de 1,3 % en 1939 et un déficit de 3,3% en 1940.
39. - Cf. Panicacci Jean-Louis, « La patriotisme nissart (juillet 1940-septembre 1943) » in *L'identité niçoise*, N° 43 des *Cahiers de la Méditerranée*, décembre 1991, p. 53-68.
40. - Cf. Panicacci Jean-Louis, « La Légion française des combattants dans les Alpes-Maritimes (octobre 1940-août 1944) » in *Nice Historique*, N° 4, octobre-décembre 2002, p. 186-205.
41. - *L'Eclaireur de Nice*, 7 octobre 1940.
42. - *L'Eclaireur du Soir*, 7 octobre 1940.
43. - *L'Eclaireur de Nice*, 8 octobre 1940.
44. - Girard Joseph, *La Résistance dans les Alpes-Maritimes*, Thèse de 3^e Cycle, Faculté des Lettres de Nice, 1973, p. 29.
45. - *Le Petit Niçois*, 30 juillet 1940.
46. - ADAM, 159 W 27227, rapports au Procureur.
47. - ADAM, 616 W 133, rapport hebdomadaire du 5 août 1940.
48. - *Idem*, rapport hebdomadaire du 2 septembre 1940.

49. - *Le Progrès provençal* du 31 août publia la lettre adressée cinq jours plus tôt par la section cannoise du PPF au maire Pierre Nouveau afin de le remercier pour ce geste compréhensif et lui proposer de remplacer les appellations éliminées par « Mers el Kebir » et « Edouard Drumont ».
50. - Archives municipales de Nice, *Délibérations municipales*, volume N° 99, séance du 17 octobre. Cette artère fut débaptisée sans délibération à la Libération, ce qui permit à la municipalité Peyrat d'inaugurer une allée Félix Agnely en 2005, après un vif débat avec l'opposition de gauche hostile à une personnalité liée à la Cagoule.
51. - ADAM, 30 W 6907, Noms de rue, 21 novembre 1940.
52. - *Idem*, 14 novembre et Archives municipales de Nice, *Délibérations*, volume N° 100, séance du 12 décembre.
53. - ADAM, 30 W 6907, 8 novembre 1940.
54. - La plupart des extrémistes interpellés par la police au cours des actions antisémites de l'été 1940 se distinguèrent, sous l'occupation allemande, au sein des Groupes d'Action du PPF dans des arrestations violentes de juifs et des tortures de résistants, s'exposant à des représailles exemplaires de la part de la Résistance avant la Libération (exécutions sommaires), puis des tribunaux épurateurs (travaux forcés à vie, peine capitale).
55. - Les dirigeants de *L'Eclairer* en furent une illustration parfaite.
56. - Cf. Panicacci Jean-Louis, « L'évolution de l'opinion dans les Alpes-Maritimes » in Azema Jean-Pierre - Bedarida François, *Vichy et les Français*, Fayard, 1992, p. 554-560.
57. - Ce fut le cas de Pierre Guillain de Bénouville en 1941-1942 (réseau *Carte*, puis *Combat* et les MUR).
58. - A l'instar de Michel Bavastro rejoignant le Mouvement Combat en juin 1944.
59. - Comme Charles Buchet à Bergen Belsen en avril 1945.
60. - ADAM, 162 W 46, dossier 30, lettres G à L.

RÉSUMÉS

Département frontalier et modéré, les Alpes-Maritimes ont enregistré une perception traumatique de la défaite. Des boucs émissaires (juifs, étrangers, politiciens, République) ont été voués aux gémonies tandis que le maréchal Pétain était idolâtré et que l'« ordre nouveau » était prôné sans complexe comme remède à la crise d'identité.

Borderer department but still moderate, Maritim Alps lived defeat as a terrible situation. Scapegoats (Jews, strangers, politicians, republic) have been pointed out while field-marshal Petain was idealized and the « new-order » promulgated without complex as a solution to the identity crisis.

INDEX

Mots-clés : xénophobie, antisémitisme, hagiographie de Pétain, redressement national, diabolisation de la IIIe République

Index chronologique : XXe siècle

AUTEUR

JEAN-LOUIS PANICACCI

CMMC, Université de Nice Sophia-Antipolis